

TCHAD: BRÈVE HISTOIRE POLITIQUE JUSQU'À 1990

RAPPELS HISTORIQUES

Au centre du continent africain, le Tchad est un territoire de 1 284 000 km² et le plus vaste en Afrique après le Soudan, la République démocratique du Congo et la Libye. Pays enclavé, il est à plus de 1000 km du port maritime le plus proche. Pourtant, il doit être conçu, comme l'atteste l'histoire de son peuplement, plutôt comme un pays charnière et un lieu d'échange trans-saharien que comme une contrée maintenue dans l'isolement par son enclavement.¹ Situé dans la partie orientale du Lac Tchad, ce pays subit les effets de la désertification et de l'assèchement progressif de ce qui fut un temps une véritable mer intérieure d'une superficie de près de 330 000 km² qui se serait étendue de Bongor à Faya sur près de 1000 km, 50 000 ans avant notre ère.

La population tchadienne est une impressionnante mosaïque ethnique que l'on peut diviser en plusieurs groupes, les plus nombreux vivant bien sûr dans les parties les plus méridionales du pays.² Une répartition statistique des principaux³ groupes linguistiques, toute approximative, pourrait être la suivante: Sara (30 pour cent), Arabes (15 pour cent), Mayo-Kebbi (12 pour cent), Kanem (9 pour cent), Ouaddaï (15 pour cent), Hadjaräi (8 pour cent), Gorane (6 pour cent), Zaghawa (1,5 pour cent).⁴ Très grossièrement, les grands groupes de population se répartissent ainsi: 38 pour cent (Sud), 33 pour cent (Centre) et 7 pour cent (Nord). On comprend déjà ainsi pourquoi une vision du Tchad polarisée structurellement entre un Nord et un Sud fait l'impasse sur de nombreuses réalités démographiques, notamment l'existence d'un centre qui est trop peu souvent pris en compte dans les analyses politiques.

Dans le Nord, en zone saharienne, on trouve les Toubou et les Gorane. Les premiers vivent dans la partie la plus septentrionale et montagneuse du Tibesti et ont des relations suivies avec leurs parents installés en Libye.⁵

Ces liens autant que les conditions climatiques et la géographie expliquent pourquoi les révoltes dans cette région du Tchad peuvent durer des années sans affecter par ailleurs la vie de l'immense majorité de la population.

Quant aux Gorane, ils résident dans la partie méridionale du BET, mais aussi dans le Kanem.⁶ Le plus important sous-clan est celui des Annakazza auquel appartient l'ancien Président Hissène Habré. Ils sont connus pour leur violente résistance à l'autorité du Sultan du Ouaddaï, à la Senoussiyya qui s'était établie dans le Borkou et, bien évidemment, aux colonisateurs français.

D'autres groupes, tels les Kreda qui vivent dans le Kanem et forment une part significative des classes commerçantes, leur sont associés. Plus au sud, dans le Biltine, vivent les Zaghawa, dont les principaux sous-clans sont les Bideyat, auquel appartient l'actuel président, Idriss Déby, les Borogate⁷, les Kapka et les Kobé.⁸ Les Zaghawa sont également installés au Darfour mais, hormis quelques campements bideyat, ce sont les Kobé qui, des clans tchadiens, sont les mieux représentés. Les Zaghawa soudanais se retrouvent dans leur immense majorité au sein des Wagi qui se divisent également en plusieurs sous-clans dont les Gala, les Tuer, Artaj, Oulagi, Suweini etc...

Au centre du Tchad, dans la zone sahélienne, coexistent plusieurs groupes importants, les Kanembou, les Ouaddaïens, les Baguirmiens, les Kotoko, les Arabes, les Dadjo, les Peul, les Haoussas et les Hadjaräi. Les Arabes sont, dans l'histoire des migrations au Tchad, arrivés parmi les derniers entre le XIV^e et le XIX^e siècle et correspondent à des migrations différentes (ouest-est et nord-sud): ces différences expliquent aussi des installations et des spécialisations économiques diverses. A noter que les Hadjaräi ont largement échappé à l'islamisation, sans doute à cause de leur isolement relatif (ils vivent dans des montagnes) et ont souvent constitué avec les Sara la base de recrutement de l'armée coloniale.

Le sud est lui-même une mosaïque de groupes ethniques africains très riche: on doit citer les Sara, le groupe le plus nombreux auquel appartient le premier président du Tchad, François Tombalbaye mais il faut citer également les Moundang, et même les Arabes et Rounga du Salamat.

¹ J. Wright, *Libya, Chad and the Central Sahara*, Londres, Hurst and Co, 1989. O. Pliez, "Migrations entre les deux rives du Sahara", *Autrepart*, n°36, 2005.

² Il existe plusieurs descriptions de grande qualité de l'histoire du peuplement au Tchad. Voir notamment J. Chapelle, *Le peuple tchadien. Ses racines et sa vie quotidienne*, Paris, L'Harmattan, 1986. C. Arditi, C. Pairault & J. Tubiana (ed.), *L'identité tchadienne: l'apport des peuples et les apports extérieurs*, Paris, L'Harmattan, 1994.

³ C'est-à-dire de ceux qui ont un poids démographique important ou une importance politique significative.

⁴ Source: carte du Tchad conçue par le ministère des Affaires étrangères français. D'autres sources fournissent des données similaires avec le même degré d'inexactitude.

⁵ Goukouni Oueddeï est le fils du dernier chef traditionnel, le Derdeï Oueddeï Khochideimi, décédé en Décembre 1977 après onze ans d'exil en Libye.

⁶ BET est l'abréviation pour Borkou Ennedi et Tibesti, i.e. la zone saharienne du Tchad.

⁷ Ceux-ci sont très étroitement associés aux Gorane dont ils parlent la langue. D'où une plaisanterie pleine d'ironie souvent à leur égard dans les cercles de la capitale: "Gorane sous Habré, Zaghawa sous Déby..."

⁸ Beri est le nom qu'ils se donnent mais le terme arabe de Zaghawa s'est imposé dans la littérature scientifique, d'autant plus facilement qu'il n'a pas de connotation négative comme c'est le cas, par exemple, en Ethiopie dans l'usage des termes Oromo et Galla.

Cette variété ethnographique se retrouve également dans les structures sociales et politiques précoloniales. Les États du Kanem-Bornou (à partir du VIII^e siècle), du Baguirmi (dès le XVI^e siècle) et du Ouaddai (XVII^e siècle) ont ainsi cristallisé des identités régionales qui ont subsisté jusqu'à aujourd'hui. C'est à partir de l'ouest et du royaume du Kanem que l'Islam a pénétré au Tchad. Ces États ont joué un rôle essentiel dans le développement du commerce trans-saharien mais aussi de la traite des esclaves qui a affecté durablement le sud du Tchad actuel (sans évoquer la République centrafricaine). Mais il faudrait également évoquer les sociétés acéphales du Sud et les systèmes complexes de chefferies qui y ont existé...

La pénétration de l'islam est ancienne, comme on vient de le voir, et s'est faite par l'ouest et non par l'est. L'islam est majoritaire au Tchad car près de 55 pour cent de la population s'en réclament. Le christianisme dans toutes ses composantes représente aujourd'hui plus de 35 pour cent de la population et sa croissance est largement le fait des églises pentecôtistes dont le succès ne se dément pas en Afrique centrale. Il y a encore une proportion significative d'animistes de toutes variétés (environ 15 pour cent maximum). A l'image de la société tchadienne qui s'est considérablement transformée depuis les années 1960, les pratiques religieuses et le sens que leur assigne la population ont également évolué vers un raidissement relatif.⁹

Sans rentrer ici dans une description de l'économie, les écosystèmes ont eu des implications fortes sur le développement rural, notamment l'agriculture qui fait vivre en 2006 encore près de 80 pour cent de la population, estimée à plus de 8,5 millions d'habitants.

La zone saharienne a une surface de près de 780 000 km² avec une pluviométrie pratiquement nulle et la quasi-permanence de vents desséchants. Elle est, par définition, la zone du palmier dattier. Quelques autres cultures sont entreprises dans les oasis.

La zone sahélienne a une superficie de 374 000 km². Les précipitations annuelles varient entre 300 mm et 650 mm. On y pratique la culture des céréales et des oléagineux ainsi qu'un élevage extensif. Cette partie du pays produit aussi de la gomme arabique (second producteur mondial après le Soudan avec 16 000 tonnes en 2003; troisième recette d'exportation aujourd'hui après le coton et le bétail sur pied).

La zone soudanaise a une superficie de 130 000 km². Les précipitations annuelles y sont comprises entre 650 mm et 1000 mm. On y pratique les cultures suivantes: le coton sur 20 000 ha (depuis la période coloniale), les cultures oléagineuses et légumières (arachide, niébé, sésame, voandzou) sur 300 000 ha, les céréales sur 400 000 à 800 000 ha. Il faut aussi citer les tubercules (manioc,

patate douce, igname, taro) et les cultures maraîchères. Il y a aussi du petit élevage.

LA VIE POLITIQUE AVANT L'INDEPENDANCE

La conquête du Tchad était sans doute motivée par la volonté d'une continuité spatiale de l'Empire français en établissant un lien territorial entre le Sénégal (conquis en 1818), l'Algérie (1830) et la côte gabonaise et la rive droite du Congo Brazzaville. C'est le chef d'une de ces expéditions, François Lamy, qui mettait un terme à l'épopée du grand commerçant soudanais Rabah en y perdant comme lui la vie lors de la bataille de Kousséri. C'est en son honneur que la capitale fut nommée Fort Lamy (aujourd'hui N'Djamena).¹⁰

Cette conquête provoquait de nombreuses révoltes qui ne se produisaient pas seulement au nord où elles étaient connotées par l'islam (Rabah et la Senoussiyya) mais également dans le sud du pays (guerre de Mandoul en 1911, révolte de Bouna en 1929) où le refus de l'impôt et la résistance au travail forcé demeuraient des sentiments très vifs jusqu'à la seconde guerre mondiale.¹¹

La période coloniale n'était pas homogène dans ses effets sur la société tchadienne. A partir de 1920, la culture du coton était imposée au sud et cette culture de rente servait à délimiter le fameux "Tchad utile" puisque ailleurs, notamment dans le nord, les possibilités de développement étaient très limitées à cause des écosystèmes. Quant au négoce trans-saharien, la colonisation en a sonné le glas. Le contrôle des grandes routes commerciales, la taxation des marchandises et l'interdiction de la traite ont provoqué une véritable stagnation économique dans des provinces jusqu'alors relativement prospères comme dans l'Ouaddai.¹²

L'administration civile a mis en place une administration directe à partir de 1915, même si certaines parties du Tchad (BET) sont restées sous administration militaire jusqu'en 1964. Cependant, les rapports entre chefferies traditionnelles et administration locale coloniale, pour n'évoquer que ce point, mériteraient de longs développements tant ils ont variés dans le temps et sur le territoire national.

La scolarisation, dans la mesure où elle a joué un rôle essentiel dans la formation des élites, était également très liée à la politique de l'administration coloniale. Elle était différemment acceptée dans le pays. Au sud, elle connaissait un véritable succès; dans le centre et le nord,

⁹ Lire notamment l'analyse très mesurée de H. Coudray, "Chrétiens et musulmans du Tchad", *Islamochristiana* (Rome), 1992, pp. 177-234.

¹⁰ La meilleure source est J. Le Cornec, *Histoire politique du Tchad de 1900 à 1962*, Paris, LGDJ, 1963.

¹¹ J.-L. Triaud, *Tchad 1900-1902: une guerre franco-libyenne oubliée? Une confrérie musulmane, la Sanûsiyya, face à la France*, Paris, L'Harmattan, 1988. C. Ciammaichella, *Libyens et Français du Tchad: 1897-1914: la confrérie senoussie et le commerce transsaharien*, Paris, Editions du CNRS, 1987.

¹² C. Arditi, "Commerce, islam et État au Tchad (1900-1990)", in E. Grégoire et P. Labazée (ed.), *Grands Commerçants d'Afrique de l'Ouest*, Paris, Karthala, 1993, pp. 175-220.

elle a rencontré d'énormes difficultés à cause de la question religieuse.¹³ Par exemple, lorsque les colons ouvrirent deux écoles dans le Ouaddaï en 1916, ils durent rapidement les fermer à cause du faible nombre d'élèves. Mais le collège franco-arabe d'Abéché qui fonctionnait depuis 1952 témoignait d'un véritable engouement de la population, preuve que cette dernière éprouvait des réticences religieuses plus que politiques face à l'école coloniale.

Il ne faudrait d'ailleurs pas en conclure trop rapidement que la politique coloniale était hostile aux musulmans: la France, en fait, soutenait fermement les élites musulmanes traditionnelles et quietistes (notamment de la Tidjaniyya) mais s'opposait fermement aux nouvelles idéologies nationalistes portées par le panarabisme et le panislamisme. Elle s'appuyait d'ailleurs sans fard sur ces élites musulmanes traditionnelles peu sensibles aux sirènes du nationalisme moderne qui avait tant de succès chez les évolués.

On peut dater la naissance de la vie politique dans le cadre colonial au moment de la conférence de Brazzaville, en janvier février 1944: l'expression d'aspirations politiques et la mise en place de nouvelles institutions où pourraient siéger des Africains y furent admises pour la première fois. Dans le même temps, d'importantes modifications législatives ont été votées, qui portaient notamment sur l'abolition du travail forcé, la suppression de l'indigénat, l'application du code pénal français et la création d'assemblées locales.

Dans ce nouveau contexte, des partis politiques se créèrent et envoyèrent des élus à l'assemblée de l'Union française qui avait succédé à l'Empire français. Cette période de multipartisme devait s'achever en 1962, deux ans après l'indépendance. Parmi les nombreuses organisations qui ont alors vu le jour, trois étaient significatives.¹⁴

L'Union démocratique tchadienne fut créée en 1947 comme la section locale du Rassemblement du peuple français (RPF) gaulliste avec le soutien de l'administration coloniale. C'était le parti des notables (sultans, chefs de canton) et des agents de l'administration locale. Ce parti, affilié à la droite française et comptant de nombreux musulmans, tentait de s'opposer à la section locale du Rassemblement démocratique africain, le Parti progressiste tchadien (PPT-RDA) et constituait jusqu'en 1952 la principale force politique dans le nord du pays. Par la suite, des nombreuses scissions l'affaiblirent.

Le PPT s'était implanté surtout dans le sud cotonnier comme parti des évolués et des petits fonctionnaires. Il était, à l'instar du RDA, apparenté alors au Parti communiste français (PCF). Recrutant parmi les cadres

de l'administration, le PPT proposait de supprimer l'impôt, la culture du coton et les chefs coutumiers. Il devint à partir de 1952, la principale force politique du pays et comptait parmi ses dirigeants un ancien administrateur d'origine antillaise, Gabriel Lisette, et François Tombalbaye, un jeune instituteur. Si, dans les années 1950, ce parti est apparu de plus en plus comme un parti sudiste, tel n'était pas sa réalité initiale. Il a gardé pendant cette première décennie d'existence une présence notable dans le centre et le nord du pays. Ainsi, son représentant au Ouaddaï était Abba Sidick qui, près de vingt ans plus tard, succéda à Ibrahim Abatcha comme responsable du Frolinat.

Le MSA était un parti tout à l'image d'un de ses fondateurs, Ahmed Koulamallah. Son père était le guide de la Tidjaniyya au Tchad et appartenait à la famille royale du Baguirmi. Lui était un transporteur et un commerçant de bétail. En 1952, il fut élu à l'Assemblée territoriale. En 1957 il prit la direction du parti, alors affilié à la gauche non communiste, la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO). Bien que nationaliste, il obtint aussi peu à peu le soutien des lettrés musulmans et de l'élite religieuse. En 1958, à quelques mois du référendum, Ahmed Koulamallah restait un partisan de l'Union française car il craignait de voir les "sudistes", plus évolués par rapport aux autres, prendre les rênes du jeune État indépendant. Rien n'y ferait.

François Tombalbaye devint premier ministre le 29 mars 1959 et son parti remporta les élections législatives en mai 1959. L'indépendance du Tchad fut proclamée le 11 août 1960.

LA FIN DU CONSENSUS SOCIAL COLONIAL (1960-1979)

Le conflit tchadien a été longtemps analysé comme un conflit Nord-Sud. Avant de revenir sur cette caractérisation pour en souligner les points aveugles, il faut rappeler les événements les plus significatifs.

Dès avant l'indépendance, François Tombalbaye s'est efforcé d'éliminer les cadres de son parti susceptibles de lui porter ombrage. Certains, comme Lisette, furent condamnés à l'exil, d'autres arrêtés ou rétrogradés. Cette épuration interne déboucha en 1962 sur l'interdiction de tous les partis politiques à l'exception du parti présidentiel, le PPT. Le Tchad ne faisait pas oeuvre originale en Afrique et la culture du parti unique s'installait. Hissène Habré et Idriss Déby, chacun à sa manière, sauraient en faire usage.

Fin octobre 1965, les paysans se révoltèrent à Mangalmé (préfecture du Guéra) contre une administration locale corrompue et des impôts trop lourds.¹⁵ Cette jacquerie paysanne s'est propagée dans l'est et le centre du pays dans les semaines suivantes. C'est dans un tel contexte

¹³ Issa Hassan Khayar, *Le Refus de l'école: contribution à l'étude des problèmes de l'éducation chez les Musulmans du Ouaddaï (Tchad)*, Paris, Librairie d'Amérique et d'Orient, 1976.

¹⁴ B. Lanne, *Histoire politique du Tchad de 1945 à 1958: administration, partis, élections*, Paris, Karthala, 1998.

¹⁵ Netcho Abbo, *Mangalmé 1965. La révolte des Moubi*, Saint-Maur, Sepia, 1996.

qui s'est formé à Nyala, au sud Darfour, le Front de libération nationale du Tchad (Frolinat) le 22 juin 1966. A l'origine, le Frolinat correspondait à la fusion de deux organisations: l'Union nationale tchadienne (UNT) d'Ibrahim Abatcha et le Front de libération du Tchad (FLT) d'Ahmed Hassan Moussa.

Mais les différences régionales minèrent très rapidement cet accord de fusion: quelques mois plus tard, à la fin 1966, le FLT (recrutant essentiellement en milieu ouaddaïen) fit scission, se retranchèrent dans une opposition assez factice au gouvernement pour finalement se rallier au Général Malloum en 1976: c'est d'ailleurs l'une des très rares factions tchadiennes à avoir disparu entièrement sans connaître une "seconde génération".

L'unité du Frolinat, problématique dès sa fondation, ne résista pas à la mort au combat de son dirigeant Ibrahima Abatcha en février 1968. Certes, la rébellion circonscrite un temps dans le centre-est se diffusait dans le BET où Goukouni Oueddeï prit le commandement d'une "Deuxième armée". Hissène Habré, un brillant et jeune administrateur, devint en octobre 1992 son chef d'état-major. Mais la factionalisation du mouvement était irréversible dès 1970.¹⁶

Le numéro deux d'Abatcha, Mohamed al-Baghalani (d'origine djelaba soudanaise) refusa l'autorité du nouveau dirigeant choisi par le Frolinat, Abba Sidick, et créait l'armée Volcan qui, peu après sa mort en mars 1977, se transforma pour l'essentiel en Conseil démocratique révolutionnaire (CDR) recrutant principalement en milieu arabe et dirigé pour quelques années par Ahmed Acyl puis par Acheick Ibn Oumar à la mort de ce dernier en 1983. Le successeur d'Abatcha apparaissait de plus en plus comme un dirigeant de l'exil sans prise réel sur le mouvement.

Hissène Habré et Goukouni Oueddeï se divisaient sur l'attitude à adopter face aux ambitions libyennes, après l'occupation par celle-ci de la bande d'Aozou en 1973. Enfin, de 1969 à 1972, le corps expéditionnaire français conduit par le Général Cortadellas infligea des pertes militaires sérieuses et désorganisait les quelques structures de coordination existantes, ce qui affaiblit d'autant les différents troupes se revendiquant du Frolinat.

Les Français n'appréciaient guère le retour à l'authenticité de François N'Garta Tombalbaye. L'arrivée au pouvoir par un coup d'État du Général Malloum, le 13 avril 1975, fut accueillie chaleureusement.¹⁷ Celui-ci, affaibli par

¹⁶ L'histoire et l'évaluation du rôle historique du Frolinat ont suscité jusqu'à aujourd'hui d'importants débats chez les intellectuels tchadiens. On pourra consulter notamment Mahamat Saleh Yacoub et Gali Ngothe Gatta, *Tchad. Frolinat: chronique d'une rupture*, N'Djamena, Editions al-Mouna, 2005.

¹⁷ Il faudrait bien plus de place pour expliquer l'importance des références congolaises (et/ou zaïroises) dans cette décision et les usages politiques du culte de l'authenticité que met en place

le retrait français et quelques victoires des insurgés, s'allia avec Hissène Habré qui devint son premier ministre le 29 août 1978. Mais en l'espace de quelques mois, cette alliance de circonstance se délitait et des combats violents déchirèrent la capitale (février 1979).

Grâce à une médiation nigériane, Goukouni Oueddeï accédait finalement à la présidence (21 août 1979) remplaçant l'éphémère mais respecté Lol Mahamat Choua nommé en avril 1979. Le 10 novembre 1979, un gouvernement d'union nationale (GUNT) fut formé; Hissène Habré en devint le ministre de la Défense. Les combats entre ses forces et celles de Goukouni reprirent au printemps 1980. La rupture avec Hissène Habré fut consommée en novembre 1980 lorsque les troupes de Goukouni Oueddeï appuyées par l'armée libyenne chassèrent Hissène Habré de la capitale et l'obligèrent à s'installer au Darfour.

Cette période est sans doute cruciale pour comprendre le Tchad moderne. Tous les ingrédients de la crise tchadienne y sont présents: la scissiparité proverbiale des groupes armés, l'opportunisme de leurs dirigeants, les interventions extérieures multiformes (Libye, France) analysées plus avant dans ce texte, mais aussi et surtout le basculement historique de l'État contrôlé depuis l'indépendance par les sudistes au profit des nordistes.

L'éclatement du Frolinat à la fin des années 1960 était dû à une conjonction de facteurs d'origine très différente. La fragilité interne du Frolinat a limité de façon drastique sa capacité organisationnelle.

Aux rivalités entre instruits qui étaient les cadres du mouvement, s'ajoutèrent les conditions spécifiques de mobilisation pour combattre, un enracinement de la guerre dans des terroirs qui rendait la tâche des intellectuels organiques du Frolinat encore plus difficile et accroissait d'autant la distance qui existait alors entre les cadres et l'essentiel des combattants: le repli sur les logiques ethniques était l'une des solutions trouvées pour conserver une unité relative des groupes combattants, moins par désir d'homogénéité que par incapacité à gérer la différence. Le dispositif factionnel que la crise de 1979-1980 mit à jour allait s'avérer une permanence dans les décennies suivantes, un véritable style de vie.

Les combats de 1979 et 1980 – ils ne sont pas les seuls que connaît la capitale avant ceux de 2006 – conduisirent à une véritable recomposition de la mémoire tchadienne: cet événement est un véritable traumatisme qui a jusqu'à aujourd'hui marqué certains comportements de la population. La géographie urbaine de la capitale se modifia alors avec une ethnicisation accrue des quartiers sans commune mesure avec la situation qui prévalait auparavant. Ces combats ont eu raison pour une longue période de

N'Garta ("vrai chef") Tombalbaye, à l'instar de ce qui se passait alors au Zaïre.

l'identité urbaine tchadienne dont la capitale avait été le creuset. De la même manière, les appartenances religieuses devinrent des marqueurs identitaires forts alors que la population avait fait preuve d'une très grande tolérance jusqu'à ces événements.

C'est aussi à ce moment là que se cristallisèrent de nouveaux stéréotypes sociaux. Par exemple, l'armée coloniale avait recruté en priorité parmi les Sara et les Hadjarai mais, à partir de 1979, ces groupes se représentaient comme des populations pacifiques, peu intéressées au maniement des armes et au métier de la guerre et disaient laisser ce privilège aux Nordistes.¹⁸ De même, dans les conflits entre agriculteurs et pasteurs (souvent des Arabes perçus ici comme des nordistes), le discours social affirma soudain que ces heurts étaient facilement résolubles par la négociation jusqu'en 1978/1979 mais qu'à partir de cette date, ils étaient devenus souvent insolubles.¹⁹

Paradoxalement, ces annotations doivent permettre de relativiser la valeur heuristique du modèle nord-sud souvent mobilisé pour analyser le conflit tchadien.²⁰ Contrairement à l'appréciation commune, le Frolinat n'a pas mobilisé toutes les élites nordistes ou musulmanes. De fait, ces élites, si elles étaient francophones (et apolitiques), ont souvent été associées à la gestion de l'État pendant ces deux premières décennies. On oublie aussi que la dissidence armée n'était pas générale: les Arabes du Salamat ont été légitimistes pendant cette période de la guerre civile. Si les différences culturelles étaient réelles, elles ne produisirent de véritables clivages que par leur instrumentalisation par les hommes politiques, une conclusion sans doute trop simple mais qui résume l'essentiel.

Ainsi, après l'élimination de Tombalbaye, la période fut marquée par l'alliance problématique entre le Général Malloum et Hissène Habré, un sudiste et un nordiste qui étaient, tous deux, très sérieusement contestés dans leur propre "camp". Les discours et les actes sans nuance d'Hissène Habré à cette époque pour promouvoir les nordistes dans l'appareil d'État, l'arabe comme langue officielle et l'islam comme religion, lui qui est un parfait francophone et un laïc bon teint, reflétaient un calcul politique. Sa faction était bien plus faible que celle de Goukouni, qui était alliée à d'autres groupes issus du Frolinat; lui-même était un premier ministre complètement isolé dans une capitale où les sudistes tenaient *de facto* le haut du pavé. Son discours et son intransigeance "nordistes" visaient alors à mobiliser toute l'élite de cette région du

¹⁸ R. Buijtenhuijs, *Le Frolinat et les guerres civiles du Tchad (1977-1984)*, Paris, Karthala, 197, p. 88.

¹⁹ C. Arditi, "Paysans sara et éleveurs arabes dans le sud du Tchad: du conflit à la cohabitation?" in J. Boutrais et C. Baroin (ed.), *L'homme et l'animal dans le bassin du Lac Tchad*, Paris, Presses de l'IRD, 1999, p. 570.

²⁰ Centre culturel al-Mouna, *Tchad: "conflit Nord-Sud", mythe ou réalité?*, N'djamena, Sepia/Imprimerie du Tchad, 1996.

pays, tant arabophone que francophone, dans N'Djamena en jouant sur tous les registres, quitte à créer les plus grandes tensions et participer ainsi à la genèse des combats qui éclatèrent en février 1979.

Pas plus qu'il n'avait "un" nord, il n'y avait "un" sud. Cette division de la classe politique nordiste et les multiples clivages régionaux et politiques en son sein renvoyaient à une situation homologue au sud. Cela peut être illustré par le rôle central qu'y jouait un personnage comme Wadal Abdulkader Kamougué, qui avait participé au coup d'État contre Tombalbaye et qui jouait alors sa propre carte contre un Malloum hésitant et en retrait.

Cette absence de cohésion tant au nord qu'au sud n'était pas conjoncturelle mais structurelle. Elle pourrait être développée sur les registres économiques (par exemple, les pratiques du pastoralisme et la sédentarisation ne recoupent pas les frontières nord-sud) ou religieuses (les ententes des grandes religions et l'importance des religions traditionnelles suivent d'autres frontières autrement plus nuancées). Pourtant, comme au Soudan voisin, c'est cette seule matrice nord-sud qui dicte jusqu'à aujourd'hui la vision des problèmes politiques et des contradictions de la crise tchadienne.

De cette période chaotique ne ressortent que deux grandes tendances: d'une part l'importance de la Libye dans le jeu tchadien qui surdétermine les alliances internationales, et de l'autre le basculement du pouvoir vers les élites nordistes, même si comme on va s'en rendre compte les sudistes ont su jouer leurs cartes avec talent.

LA PÉRIODE HISSÈNE HABRÉ (1982-1990)

Le retour triomphal d'Hissène Habré à N'Djamena s'explique de différentes manières. D'une part, l'unité des forces appuyant Goukouni était hautement problématique et l'aide libyenne n'avait fait que compliquer la donne. D'autre part, Habré - plus anti-libyen que jamais - avait capitalisé auprès des Français, des Américains et des pays arabes modérés un soutien qu'il allait globalement conserver jusqu'à sa chute. Cette aide était motivée par les inquiétudes que suscitaient les ambitions libyennes à Paris et à Washington. Ainsi les Français intervinrent deux fois, d'abord dans le cadre de l'opération Manta (août 1983 – octobre 1984) avec plus de 3 300 soldats puis dans le cadre de l'opération Epervier initiée en février 1986 et qui dure encore aujourd'hui.²¹

L'équation militaire au début de la période Habré pouvait être décrite facilement avec quelques approximations. Du côté d'Habré combattaient bien évidemment les Gorane, les Zaghawa qui lui donnaient des chefs militaires importants

²¹ Il y aura malgré tout une hésitation française en 1998. Ce dispositif n'avait théoriquement plus de validité après l'arrêt de la Cour internationale de justice en 1994. Visiter: http://www.defense.gouv.fr/sites/ema/enjeux_defense/operations_exterieures/tchad/informations_generales/les_elements_francais_au_tchad_eft/

tels que Hassan Djamous, Idriss Déby Itno, Ibrahim Mahamat Itno ainsi que les Hadjarāi sous la direction d'un responsable politique talentueux, Idriss Miskine, et un certain nombre d'officiers sudistes en délicatesse avec le Général Kamougué. Du côté de l'opposition, outre les Toubou sous l'autorité de Goukouni Oueddeï, il fallait compter les Arabes des CDR sous l'autorité d'Acheikh Ibn Oumar et Rakhis Mannany, ainsi que les multiples déclinaisons des Codos, milices d'autoprotection sudistes coordonnées par des dirigeants comme le Colonel Kotiga.²²

On le constate une nouvelle fois: la déclinaison nord-sud ne fonctionne pas. De plus, cette description laisse croire que chaque dirigeant ne recrutait que dans son groupe d'origine, ce qui n'était que tendanciellement exact. Par exemple, les CDR accueillirent après 1983 des ralliés de groupes non arabes du centre qui voulaient se battre contre Habré.

De plus, ces alliances ont évolué dans les années 1980. Idriss Miskine – devenu ministre des Affaires étrangères – fut assassiné par Habré en janvier 1984 et, après plusieurs révoltes réprimées très brutalement, les Hadjarāi conduits par un des parents du ministre assassiné, le capitaine Maldoum Abbas, entrèrent en dissidence en 1988, se réfugiant au Darfour, et s'allièrent finalement à Idriss Déby après la tentative manquée de coup d'État que celui-ci et ses parents fomentèrent en avril 1989.

Par ailleurs, les CDR se divisèrent. Acheikh Ibn Omar et ses partisans rejoignaient Hissène Habré en 1988, alors que les troupes fidèles à Rakhis Mannany restèrent au Darfour ou dans des camps au sud de la Libye et s'allièrent en 1989 aux Zaghawa hostiles au pouvoir à N'Djamena.

Quant aux Codos, les massacres de septembre 1984, menés d'une main de fer par des troupes dirigées par Idriss Déby, les incitèrent à rallier l'armée de Habré en février 1986 au terme de la conférence de Libreville. Mais le Colonel Kamougué et ses proches restèrent dans l'autre camp.

Malgré son soutien aux diverses factions (y compris sudistes) hostiles à Habré, le Colonel Kadhafi connaissait en août 1987 l'une des plus cuisantes défaites de son règne. Les troupes tchadiennes écrasèrent ses bases dans le nord du Tchad, pénétrèrent même en territoire libyen et saisirent d'énormes quantités de matériel militaire. En 1989, la Libye accepta enfin un règlement pacifique du contentieux territorial entre les deux pays, règlement acté par le Président Déby et qui aboutit à une décision de la Cour internationale favorable au Tchad, le 3 février 1994.²³

²² Codos "verts" dans la zone de Doba et Moundou, Codos "noirs" de Lāi, Codos "cocotiers" dans le Mayo-Kebbi et Codos "rouges" dans le Logone occidental.

²³ Voir sur cette question B. Lanne, *Tchad-Libye: la querelle des frontières*, Paris, Karthala, 1982 et sur les aspects militaires de la confrontation Tchad Libye des années 1980 (sans en

Hissène Habré mit en place un pouvoir d'une brutalité inouïe contre tous ses opposants potentiels, leur famille et leur entourage. La Direction de la documentation et de la sécurité (DDS), la Sécurité présidentielle et le parti unique UNIR, instauré en 1984, encadraient complètement les populations et réprimaient sans discernement toute velléité de contestation. Les chiffres sont effrayants: sans doute près de 40 000 morts qui valent à Hissène Habré d'être poursuivi pour crime contre l'humanité.²⁴

Mais il faut aussi noter des aspects plus ambigus de la période Habré que soulignent notamment les sudistes après seize ans de règne sans partage d'Idriss Déby.²⁵ Ainsi, si la prédation était pratiquée par les élites dirigeantes et leurs hommes de main (une nouvelle bourgeoisie commerçante fit alors une apparition remarquée dans le monde des affaires). Ceux-ci ne s'attaquaient pas systématiquement aux petites gens à l'inverse de la situation actuelle, bien moins violente mais d'une insécurité latente plus grande.

Les élections législatives de 1989 se déroulèrent certes dans le cadre du parti unique mais elles furent semi-compétitives dans la mesure où il y avait une réelle pluralité de candidats et où Hissène Habré veilla personnellement à ce que les conditions de vote soient correctes. Pour beaucoup de Tchadiens aujourd'hui, nonobstant le climat de peur qui régnait alors, ces élections furent de loin les plus libres qu'a connu leur pays depuis l'indépendance.

La fin du régime d'Hissène Habré fut le produit de plusieurs facteurs. D'abord, les relations du président tchadien avec la France se détériorèrent en 1990. Beaucoup d'analystes mettent l'accent sur un basculement proaméricain de Habré mais celui-ci, réel, n'était en rien nouveau. Il faut plutôt se souvenir de l'attitude de Habré lors du sommet franco-africain, tenu à La Baule. Il s'opposait alors durement au Président Mitterrand sur la question de la démocratisation, avec une agressivité et une aigreur peu commune. Cette attitude intransigeante réveilla de très mauvais souvenirs sur les actes criminels du président tchadien avant et après son accession au pouvoir et sur les multiples humiliations qu'il avait fait subir aux troupes françaises du dispositif Épervier, pourtant ses alliées. Idriss Déby avait déjà ses partisans au sein de l'armée (il avait fait l'École de guerre à Paris en 1985-1986) et des services de renseignements, la Direction générale de la Sécurité extérieure, grâce à ses relations au Soudan.

partager toutes les analyses): R. Collins et J. Burr, *Africa's Thirty Years War: Libya, Chad, and the Sudan, 1963-1993*, Boulder, Westview Press, 1999.

²⁴ Commission d'enquête nationale du ministère tchadien de la Justice, *Les crimes et détournements de l'ex-Président Habré et de ses complices*, Paris, L'Harmattan, 1993.

²⁵ Voir l'analyse controversée de Jean-Louis Triaud, "Le refus de l'État: l'exemple tchadien", *Esprit*, n°100, avril 1985.

